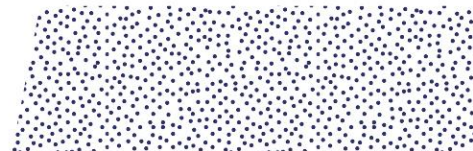


MODIFICATION N°2 DU SCHEMA D'AMENAGEMENT REGIONAL DE GUYANE

**Mention des textes régissant la participation du public
par voie électronique et l'indication de la façon dont
s'insère la participation dans la procédure
administrative**



Conformément à la législation et notamment l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le dossier de participation du public par voie électronique doit comporter la mention des textes qui régissent la participation en cause et l'indication de la façon dont cette participation s'insère dans la procédure administrative relative au plan considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation.

Le dossier de participation doit comporter également la mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le maître d'ouvrage a connaissance.

1. Procédure de modification du SAR de Guyane

La présente procédure de participation du public par voie électronique concerne la modification n°2 du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de Guyane.

L'évolution du SAR a pour objectif de permettre la création d'une nouvelle Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) sur la commune de Macouria afin de traiter les déchets du territoire de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL) ainsi que des intercommunalités voisines, la Communauté de Communes de l'Est Guyanais et la Communauté de Communes des Savanes. La parcelle AT0003 concernée par le projet est actuellement située au sein du SAR de Guyane dans la zone « Espaces Forestiers de Développement » (EFD) rendant la réalisation de l'ISDND inenvisageable au regard des règles applicables au régime forestier. La modification du SAR vise en conséquence à reclasser la parcelle AT0003 en « Espaces Naturels de Conservation Durable » (ENCD) pour permettre la réalisation de l'ISDND.

Au démarrage de la mission, la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG), autorité compétente pour modifier le SAR, a délibéré le 25 février 2022 de manière informative sur l'opportunité de réaliser une modification du SAR afin que la CACL puisse réaliser l'ISDND. Le Président de la CTG a ensuite publié un arrêté datant du 4 avril 2022 afin d'engager officiellement la procédure de modification n°2 du SAR. La délibération en date du 27 avril 2022 a défini les modalités de la concertation préalable du public dans le cadre de la modification n°2 du SAR. Enfin la délibération du 31 mai 2022 a prolongé le délai de concertation préalable.

La concertation préalable du public a été organisée du 25 mai 2022 au 16 juillet 2022. Celle-ci s'est réalisée sous l'égide de deux garants désignés par la Commission Nationale du Débat Public : Madame Gauthier et Monsieur Mariéma. A l'issue de cette concertation, Madame Gauthier a transmis à la Collectivité Territoriale de Guyane son bilan de la concertation le 15 septembre 2022, lequel a été modifié le 5 octobre 2022. La CTG a ensuite transmis un rapport visant à formuler ses observations afférentes au contenu du bilan transmis par Madame Gauthier.

Le projet de modification du SAR a également été communiqué pour avis à l'Autorité Environnementale, laquelle a rendu son avis n°2022-63 le 6 octobre 2022. L'avis et le mémoire en réponse à cet avis sont joints au dossier de participation du public.

2. Textes régissant la participation du public par voie électronique

La participation du public est régie par les articles suivants :

- L'article L.4433-10-9 du Code général des collectivités territoriales qui précise la procédure de modification du SAR à l'initiative de la Collectivité Territoriale de Guyane.

- L'article L.4433-10 du Code général des collectivités territoriales qui encadre la soumission de la procédure à avis des personnes publiques associées.
- Les articles L.104-3 et R.104-5 du Code de l'urbanisme qui encadrent la soumission de la procédure de modification du SAR à évaluation environnementale
- Les articles L.121-15-1, L.121-16, L.121-16-1 et L.121-17 du Code de l'environnement relatifs à l'organisation de la concertation préalable.
- L'article L.123-19 du Code de l'environnement précisant le déroulement de la participation du public par voie électronique.

3. Notion de participation du public par voie électronique

La participation du public par voie électronique est une consultation dématérialisée permettant d'assurer une participation du public pour les plans, programmes et projets non soumis à enquête publique.

La modification du SAR à l'initiative et sous la conduite du Président de l'assemblée délibérante de la collectivité est soumise à participation du public par voie électronique conformément à l'article L4433-10-9 du CGCT.

Contrairement à l'enquête publique, il n'est pas sollicité de commissaire enquêteur lors de cette participation.

L'ouverture et l'organisation de la participation du public par voie électronique sont assurées par la Collectivité Territoriale de Guyane qui fixe la durée de la procédure de cette participation.

Cette durée ne peut être inférieure à trente jours (article L.123-19 du Code de l'Environnement). Dans le cas présent, la CTG a souhaité que cette procédure se déroule du **23 janvier 2023 au 22 février 2023**.

Selon l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le public est informé par un avis mis en ligne sur le site internet de l'autorité compétente ainsi que par un affichage en mairie ou sur les lieux concernés quinze jours avant l'ouverture de la participation par voie électronique du public.

Dans le cas présent, cet affichage est effectué en mairie de Macouria, au siège de la Collectivité Territoriale de Guyane et à l'entrée de la parcelle concernée par la procédure, à savoir Route des Trois Rois à Quesnel Ouest sur la commune de Macouria. L'avis est publié également sur le site internet de la Collectivité Territoriale de Guyane. Enfin, cet avis a été publié dans deux journaux diffusés dans le département (Mo News le 05/01/23 et France Guyane le 06/01/23).

Cet avis mentionne :

- Le projet de plan ou programme ou la demande d'autorisation du projet ;
- Les coordonnées des autorités compétentes pour prendre la décision, celles auprès desquelles peuvent être obtenus des renseignements pertinents, celles auxquelles des observations ou questions peuvent être adressées ainsi que des précisions sur les conditions dans lesquelles elles peuvent être émises ;
- La ou les décisions pouvant être adoptées au terme de la participation et des autorités compétentes pour statuer ;
- Une indication de la date à laquelle et du lieu où les renseignements pertinents seront mis à la disposition du public et des conditions de cette mise à disposition ;

- L'adresse du site internet sur lequel le dossier peut être consulté ;
- Le fait que le plan soit soumis à évaluation environnementale et le lieu où ce rapport ou cette étude d'impact peuvent être consultés ;
- Lorsqu'il a été émis, l'avis de l'autorité environnementale mentionné à l'article L.122-7 ou à l'article L.104-6 du Code de l'Urbanisme ainsi que du ou des lieu(x) où il peut être consulté.

Cette procédure est dite dématérialisée : le dossier de consultation du public est mis en ligne pendant toute la durée de la procédure de consultation, soit une **durée de 31 jours**, sur le site internet de la Collectivité Territoriale de Guyane et sur le site du « registre dématérialisé » spécifiquement mis en place pour cette procédure (Publilégal).

Les observations et propositions du public déposées par voie électronique doivent parvenir à la Collectivité Territoriale de Guyane dans ce délai.

Toute demande de consultation sur place du dossier sous format papier peut être adressée au siège de la Collectivité Territoriale de Guyane, Direction Aménagement – Cellule Planification territoriale, 4179 Route de Montabo 97300 CAYENNE.

Les observations et propositions déposées par voie électronique seront synthétisées puis mises en ligne à l'issue du délai de participation.

4. Décisions pouvant être adoptées au terme de la participation du public par la voie électronique

Au terme de la participation du public par voie électronique, l'assemblée délibérante de la collectivité délibère sur la synthèse des observations et propositions déposées par le public et adopte la modification du schéma, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier et du résultat de la consultation. La modification est ensuite approuvée par arrêté du représentant de l'Etat.

Au plus tard à la date de la publication de la décision et pendant une durée minimale de trois mois, l'autorité administrative qui a pris la décision rend publics, par voie électronique, la synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision.

5. Mentions des autres autorisations éventuellement nécessaires

A l'issue de l'évolution des différents documents d'urbanisme permettant la réalisation du projet, ce dernier fera également l'objet d'une demande d'autorisation environnementale unique au titre de :

- La dérogation au titre des espèces protégées ;
- La dérogation au titre de la Loi sur l'Eau ;
- La mise en place d'une Installation classée pour la protection de l'environnement.